mondialisation, ESSF (article 31179) : http://www.europe-solidaire.org/spi...

[6] Voir Bruno Jetin, « China : unavoidable rise or possible decline ? » in Au Loong Yu, China's Rise : Strength and Fragility, Merlin Press, UK 2013. Les éditions Syllepse ont publié une traduction française de ce livre important, mais elle ne comprend pas la contribution de Bruno Jetin. Une bonne partie des données qui suivent sont tirées de ce chapitre. Pour un historique de la montée en puissance du capitalisme chinois dans l'arène international, voir aussi, dans le même ouvrage, le chapitre d'Au Loo,g Yu « China Going Global ».

[7] Selon des calculs du FMI qui recourent à des données à la fiabilité discutable, comme les taux de change.

[8] Dans l'automobile...http://www.autoactu.com/les-dangers...

[9] Denis Cosnard, Le Monde daté du 19 juin 2014.

[10] C'est la cas par exemple dans le secteur laitier depuis 2010 avec des acquisitions de capital par des géants de l'agroalimentaires contrôlés par le gouvernement chinois comme Brigth Food : la Nouvelle Zélande fut la première cible (ce pays est le premier exportateur mondial de produits laitiers), des offensives aux Etats-Unis ou en Europe et, dernièrement, en Israël. Il s'agit tout à la fois de sécuriser l'importation de produits, d'ingrédients ou de technologies dans un secteur fort sensible après des scandales sanitaires à répétition concernant en particulier le lait en poudre pour bébés. Toujours dans l'agroalimentaire, un mouvement similaire est en cours dans le secteur de la viande avec, notamment, WH Group mettant en 2013 la main sur le transformateur de proc Smithfield, soit la plus importante acquisition d'un groupe américain par un chinois.

[11] Tout récemment encore, le Premier ministre chinois s'est rendu à Athène pour négocier, en particulier, l'extension de ses participations dans le port du Pirée, mis en vente par le gouvernement grecque.

[12] Isabelle Chaperon, Le Monde daté des 29-30 juin 2014.

[13] La grande banque française BNP Paribas a été condamnée à une amende record de près de 9 milliards de dollars (entre autres sanctions) pour avoir commercé en devise US avec des pays sous embargo américain, alors même que ces opérations étaient menées de Suisse. On peut s'étonner que la banque, prévenue des risques encourus, ai persisté ; mais le fond du problème, c'est que toute transaction en dollar doit être enregistrée dans une banque située au Etats-Unis, ce qui donne l'occasion à la justice américaine d'intervenir.

De plus, c'est la succursale de New York de BNP Paribas qui devra contrôler la totalité des flux en dollars ; elle doit aussi créer un département « sécurité financière » – toujours à à New York – devant veiller à ce que les opérations dans le monde entier respecte la règlementation américaine : la plus grande banque française se retrouve ainsi étroitement assujettie aux autorités US.

[14] http://www.sipri.org/yearbook/2013/...

[15] http://books.sipri.org/product_info... Les deux plus gros exportateurs sont évidemment les Etats-Unis (29 %) et la Russie (27 %).

[16] Il n'est pas possible dans le cadre de cet article de revenir sur l'histoire complexe de la politique asiatique de Pékin à l'époque maoïste.

[17] Pierre Rousset, ESSF (article 26587), Asie du Nord-Est : bruits de bottes pour une poignée d'îlots inhabités.

[18] Cet article est centré sur la montée de la puissance chinoise. Un article concernant la situation géopolitique de l'Asie orientale devrait évidemment développer le rôle propre des impérialismes « traditionnels », Etats-Unis et Japon.

Les BRICS sont-ils en argile, des pieds à la tête ?

Souvenons-nous de ce moment où l'Occident, sauf de rares exceptions, se transforma en une collection de PIIGS plus ou moins malodorants et où la constellation resplendissante des nouveaux soleils fut nommée les BRIC. Aujourd'hui, il est temps de se réveiller et de considérer les BRIC comme des sociétés en l'état futur d'achèvement.

Il faut se souvenir du bon vieux temps : celui où les commentateurs avisés, les sachants et les philosophes en recherche de déréliction morose avaient découvert que l'Occident sombrait et que, venant de l'Orient pour la plupart, de nouvelles étoiles montaient au firmament. L'Occident, sauf de rares exceptions (l'Allemagne évidemment, la Finlande tout au Nord, dont on se demande ce qu'elle est allé faire du côté de l'Occident et puis de-ci, de-là quelques pays confettis dans la mouvance germanique) n'était qu'une collection de PIIGS et la constellation resplendissante de tous ses nouveaux soleils fut nommée les BRIC. Au moment où le boson de Higgs se dévoilait, les nouveaux porteurs de flambeaux de la civilisation mondiale apparaissaient sur les écrans radars de salle de rédaction et sur les ordinateurs des salles de marché.

Les BRIC, au firmament de l'économie mondiale

BRIC on le sait, aussi évident pour l'homme «inscrit dans son temps » que USA, URSS etc., est l'acronyme de Brésil, Russie, Inde, Chine. Nous signalions dans l'Abécédaire, il y a quelques années, qu' «Il serait apparu sous la plume d'un économiste de Goldman Sachs en 2001, pour les uns, ou 2003, pour les autres. L'idée était de traiter ces quatre pays avec les égards dus à leur taux de croissance, à leur potentiel de développement et au fait, qu'à l'horizon de 2040, leurs PNB devraient être équivalents à ceux des anciennes puissances industrielles développées appartenant au G6 (Etats-Unis, France, Allemagne, Japon, Grande-Bretagne et Italie)». Fermez le Ban.

Ces pays dont rien ne disait qu'ils avaient des points communs, hormis les déclarations de Goldman Sachs,

décidèrent de se rapprocher et de s'associer. En 2009, le Brésilien Lula da Silva, le Russe Dimitri Medvedev, l'Indien Manmohan Singhn et le Chinois Hu Jin tao lançaient le premier sommet BRIC à Iekaterinbourg en Russie. Séduite, l'Union Sud-Africaine posa sa candidature et fut admise bien qu'elle fut un véritable poids plume par rapport aux membres originels. On ne peut pas nier que les pays en question avaient de nombreux points communs. La montée de la richesse tout d'abord :" le classement Forbes des milliardaires montre chaque année une hausse fulgurante du nombre de leurs milliardaires...". On disait qu'il y avait à Moscou plus de milliardaires qu'à New York! Un critère qui parle haut et fort.

On a vu aussi que la fameuse explosion des classes moyennes, celle dont tous les bureaux d'analystes financiers bruissent pour mesurer comment cela va se transcrire en cours de bourse, était le fait justement de ces grands pays. Leur poids économique, l'industrialisation ultra-rapide, l'élévation du niveau de formation, les milliers d'ingénieurs sortant de leurs universités tout allait changer la face du monde. Et tout d'abord changer la face des relations internationales : les Etats-Unis devenant une puissance parmi d'autres et non « LA » puissance, l'Europe devenant « L'HOMME MALADE » du monde, empêtrée dans ses dettes, ses incohérences et ses institutions pachydermiques.

Rien jusqu'ici d'anormal. « Facts are stuborn ». Le monde dit « en voie de développement » décollait enfin. La libéralisation du commerce et de la concurrence mondiale avait permis à d'autres efforts socio-politiques un basculement critique. Les pays en voie de développement émergeaient enfin et sortant de l'onde se donnaient à voir beaux, jeunes et forts. Donc, tout était bien. Et juste d'ailleurs : pourquoi imaginer que la chance économique et ses profits doivent demeurer toujours du même côté ? il y avait aussi, là une sorte de renversement à valeur historique : l'Occident est né en 1492 quand des marins et des marchands tournèrent le dos à l'Orient ; l'Orient redeviendrait la direction essentielle, économique, financière, sociale, culturelle etc.... Ce renversement a vu sa traduction financière sous la forme des nombreux fonds d'investissement et produits financiers destinés aux BRIC, à leurs entreprises performantes et innovantes au développement accéléré.

Les chemins de la croissance ne sont pas bordés de Roses

Or, il y a peu. Ce discours flamboyant a adopté un ton mineur. Il y aurait des difficultés côté BRIC. Il ne s'agit pas d'annoncer que tout ceci n'était qu'une douce et aimable plaisanterie. Les BRIC, au moins sous la forme de chacun des pays qui sont rassemblés sous cet acronyme, sont toujours des économies prometteuses. Il faut toujours compter avec elles et avec les promesses roses d'un proche avenir. Mais, le rose des promesses s'est un peu affadi et les chemins vers la suprématie, ne semblent pas non plus bordés de roses. Au mieux, ces roses sont de l'espèce traditionnelle : elles ont des épines.

Les BRICS présentent un cas d'école économique passionnant. Les commentaires lyriques sur leurs progrès ont souvent été faits par des gens qui, pour les uns, voulaient mettre en valeur que l'Occident était en train de payer ses fautes ou, pour les autres, plongés dans la contemplation béate de marchés purs et parfaits, voyaient se confirmer la justesse de leurs croyances. Pourtant, peu d'observateurs ont cherché des références afin de distinguer les observations de l'instant des visions quasi-mystiques de l'avenir. Ce qui est proposé ici se résume à cette question : « les pays émergents peuvent-ils s'attendre à évoluer sur une route droite et sans embûche vers le plus grand bonheur possible de leurs citoyens ?». Jusqu'ici la réponse était simple : « regardez-donc les chiffres et ne posez pas de questions stupides d'occidental jaloux et complexé ! » Aujourd'hui, il semble bien que la question est un peu plus légitime.

Les BRIC ont mal à leur croissance ! C'est un véritable coup de tonnerre. La Chine, par exemple, cette Chine champion de l'exportation, rivale des Etats-Unis, Chine qui dépasse tout le monde et même les Allemands qui commencent à en avoir peur, cette Chine ralentit donc et cherche partout les bulles à dégonfler. Le Brésil ? Voilà un pays qui avait faim de devises et trainait une sébile devant toutes les grandes institutions bancaires et financières ; voilà ce même pays affligé soudain d'une indigestion de dollars, de yen, d'euro. Le Brésil, affolé par le déferlement

des dollars dans les caisses de ses banques a pensé instaurer une taxe à l'entrée des capitaux étrangers sur son sol. Changement critique ou difficultés de l'émergence ? Les capitaux ne déferlent plus. Ils ont tendance à refluer ! De taxe à l'entrée des capitaux, il n'est plus question. La Russie ? Elle est devenue le pays de la terre où le concept de « bonheur national brut » prend une tournure dramatiquement inverse de tous les autres : non seulement la population y décroit par suite d'une natalité en chute libre mais aussi c'est un des rares pays du monde (avec la Somalie peut-être et un ou deux pays d'Afrique ravagés par des guerres civiles atroces) où la durée de vie diminue chaque année.

Reste l'Inde ? Qui, contrairement à l'Afrique, était bien partie ! Malheureusement, la course à la croissance, à la richesse et au développement équilibré, (entendez sans se vendre aux étrangers, c'est-à-dire aux américains) donne quelques signes d'essoufflement. Et ce n'est pas dû à l'embonpoint de nouveaux riches ! La devise indienne a dégringolé face au dollar et se retrouve à un plus bas historique. Pas moyen de se réconforter en écoutant les officiels qui répètent à l'envi : "Toutes les monnaies sont affaiblies vis-à-vis du dollar, la roupie n'échappe pas à cette tendance », en effet, la chute de la monnaie indienne est la plus violente enregistrée par les BRIC ! Les optimistes diront que c'est une chance pour les exportations indiennes qui ont aussi à se battre contre leur voisin chinois et sa monnaie sous-évaluée… sauf que les indiens importent 80% de leurs besoins énergétiques : une monnaie dévalué se traduira par une énergie plus chère ! Du coup la note de l'Inde, la plus basse des BRIC risque d'être dégradée.

La prospective, science des mirages ?

Tout n'est donc pas pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles pour les BRIC. Il faut aussi reconnaître que la chute est rude après avoir claironné qu'ils allaient vivre entre eux, ne plus échanger avec les pays « occidentaux », détourner les flux commerciaux pour privilégier les anciennes victimes de l'impérialisme américano-européen. Les capitaux du monde entier (y compris ceux des ex-impérialistes) se précipiteraient pour profiter de la bonne aubaine BRIC.

Les enthousiasmes des économistes sont à l'égal de leurs aveuglements. Incapables de voir des crises « historiques » sur le point d'éclater, ils sont incapables de mettre quelques prudences dans leurs descriptions des avenirs en Rose. Il faut se souvenir d'Hermann Kahn. Il faut se souvenir des prévisions de bon nombre de think tanks sur les chances (en fait les probabilités !!!) de voir le Japon surclasser l'ensemble des pays « occidentaux » et de prendre la tête des nations dans la création d'un nouveau monde. La prospective appliquée au Japon est un morceau d'anthologie. Il y a quarante ans, le monde de l'an 2000 et après devait être japonais ou rien du tout !

Et si les BRIC n'étaient pas eux-mêmes un produit de l'imaginaire enthousiaste de quelques prospectivistes en quête d'idées positives pour l'avenir de l'humanité ? Et si les « désordres sociaux » qui se multiplient, de manifestations monstres en confrontations violentes dans les rues de grandes mégapoles des BRIC, étaient là pour montrer que la croissance est un animal capricieux et dangereux ? Vous le pensez dompté et domestiqué et le voilà qui vous éjecte comme dans un vulgaire rodéo texan. L'émergence des fameuses classes moyennes des BRIC n'est-elle pas aussi un ferment de déstabilisation dans des sociétés archaïques, encore engoncées dans des conceptions antiques des relations sociales, des relations entre public et privé, entre hommes et femmes.

Il est temps de se réveiller et de considérer les BRIC comme des sociétés en l'état futur d'achèvement, comme des sociétés qui ont à bâtir en peu de temps ce que les grandes nations « occidentales » ont mis 150 ans à construire et qu'elles n'ont pas encore achevé : des sociétés où l'équilibre sociale et le respect de règles démocratiquement élaborées a été inscrit dans des réalités coûteuses, qui ont pour nom, accès de tous à l'enseignement, à la santé, à la protection civile et publique, à l'égalité de traitement entre les individus, entre les sexes, entre les âges. Mettre en œuvre des équipements et des infrastructures collectives. Faire primer les objectifs sociaux sur les volontés individuelles d'enrichissement. Renationaliser les pouvoirs administratifs, politiques et judiciaires.